

## *CNESER du 18 janvier 2022, déclaration du SNPTES-UNSA*

*Discours du Président de la République devant les présidents et présidentes d'universités :  
pour le SNPTES-UNSA, la réforme n'est pas une fin en soi*

Ce CNESER, est l'occasion, pour le SNPTES-UNSA, de croiser le tout nouveau projet du Président de la République pour l'enseignement supérieur et la recherche à la réalité, celle que nous vivons, toutes et tous, au jour le jour, dans nos établissements.

Ainsi, le Président de la République, le 13 janvier, devant le Congrès de la Conférence des présidents d'universités devenue France Universités, a dessiné, en profondeur, un projet qui comporte une énième réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les réformes, disons-le maintenant, même si elles apparaissent sur certains points bénéfiques, engendrent aussi mécaniquement : des restructurations, des changements dans les méthodes de gestion et, surtout, une instabilité structurelle qui ne nous permettent pas toujours, c'est un fait, de nous consacrer pleinement à nos missions essentielles, notamment, l'enseignement, la formation et la recherche.

Or, lorsque le Président Emmanuel Macron, dans son discours, nous dévoile sa volonté d'accroître l'autonomie des établissements, le SNPTES-UNSA, comme de nombreux collègues, ne se met pas à rêver... Le plus d'autonomie ne permettra pas d'améliorer nos conditions de travail comme ils n'améliorera pas la vie de nos étudiants et étudiantes ou les résultats de nos recherches. Le plus d'autonomie, ce n'est pas plus de liberté dans la gestion lorsque cette dernière doit consacrer essentiellement son temps à gérer la pénurie. Ce que réclament les établissements, pour pouvoir accompagner dignement les étudiants et étudiantes et permettre à leurs unités de recherche de fonctionner, ce sont simplement des moyens. Ce n'est pas, pour le SNPTES, réclamer des moyens pour réclamer des moyens, c'est simplement pour notre organisation le devoir de rappeler au Président de la République, comme à celles et ceux qui entendent le remplacer, que la France, si elle souhaite maintenir son rang, doit, nécessairement, investir dans la formation de notre jeunesse ainsi que dans la recherche publique. Cette dernière, précisons-le, puisque le Président de la République aborde ce point dans son discours, ne doit pas subir une ultime réforme qui anéantirait les missions actuelles des EPST et, notamment, du CNRS, de l'INSERM ou de l'INRAE. Bref, pour le SNPTES, ce que doit comprendre le Président de la République, c'est que la réforme, ici comme ailleurs, n'est pas une fin en soi.

Ce CNESER, nous permet, en abordant la question du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) de démontrer au Président de la République que nos établissements, déjà largement autonome, sont régulièrement évalués et qu'il n'est pas nécessaire, comme il le préconise dans son discours, d'amplifier cette lourde évaluation. Ce CNESER, démontre aussi la vitalité de notre offre publique de formation et que celle-ci sait aussi, en permanence s'adapter aux besoins des étudiants et étudiantes et, de façon poussée, aux besoins de la Nation. Bref, nos établissements et notre communauté universitaire savent déjà largement s'adapter.

Enfin, pour le SNPTES-UNSA, le plus d'autonomie n'est pas la solution, car en réalité, sans moyens suffisants, l'autonomie de nos établissements se limite essentiellement à gérer la pénurie. Pour le SNPTES, la France, si elle veut maintenir son rang, doit, simplement, investir largement dans la recherche et l'enseignement supérieur publics.

*Choisy-le-Roi, le 18 janvier 2022*